

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du bataillon de marche n°24
BP 10001
67070 STRASBOURG

STRASBOURG, le 27/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/01/2023

Contexte et constats

Publié sur



SUEZ RR IWS Chemical France ex SITA

16 rue du Ried
67850 HERRLISHEIM

Références : 0006701924
Code AIOT : 0006701924

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/01/2023 dans l'établissement SUEZ RR IWS Chemical France ex SITA implanté ZI -16 Rue du Ried 67850 HERRLISHEIM. L'inspection a été annoncée le 08/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Installation visitée annuellement

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RR IWS Chemical France ex SITA
- ZI -16 Rue du Ried 67850 HERRLISHEIM
- Code AIOT : 0006701924
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Suez RR IWS Chemicals France est une plateforme de tri /transit /regroupement /traitement de déchets dangereux classée au seuil de l'autorisation.
Le site est également soumis à la directive IED.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi de mise en demeure
- sécurité incendie / confinement du site
- rejets eaux superficielles
- traçabilité des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Confinement des eaux incendies du site	Etude de danger	/	Lettre Préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suivi des échéances - mise en demeure du	Arrêté Préfectoral du 20/01/2022, article 1er	/	Sans objet
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 36	/	Sans objet
4	rejets eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 4	/	Sans objet
6	Quantité de déchet	AP Complémentaire du 17/07/2014, article 5	/	Sans objet
7	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er	/	Sans objet
8	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise en demeure du 20/01/2022 sur les incompatibilités est levée.

L'exploitant stocke des peroxydes en attente de destruction réputés instables dont la température de stockage doit être régulée (ne pas dépasser 25° - conforme le jour de l'inspection). Il convient que le stockage de ces produits respectent la FDS, notamment en période estivale.

L'exploitant est tenu de recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués en cas d'incendie. L'étude de danger de l'exploitant détermine un volume à retenir de 570 m3, or, la capacité de rétention sur site est moindre. De plus l'exploitant compte dans son calcul la capacité du bassin d'orage a priori non-étanche qui pourrait générer de la pollution des sols autour de celui-ci. Il convient que l'exploitant revoie son calcul de volume de rétention des eaux incendie réellement

disponible et propose d'autres solutions pour compléter ce besoin. L'exploitant propose un échéancier de travaux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi des échéances - mise en demeure du 20/01/2022

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/01/2022, article 1er
Thème(s) : Risques accidentels, stockage - incompatibilité des produits chimiques.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet.
Prescription contrôlée : " Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention " => échéance 3 mois soit le 20 avril 2022
Constats : L'inspection s'est rendu dans le hall conditionnés. Les aires de stockages sont conformes au plan remis suite à la mis en demeure du 20 janvier 2022. Deux situations requiert néanmoins l'attention de l'inspection : - Aire comburant : une palette de 6 bidons de 30 kg de peroxyde (Cyclonox – pictogramme inflammable / corrosif / toxicité, type D, classement ADR 5.2, la FDS au paragraphe 2.1 indique que le produit est comburant sans toutefois reprendre le pictogramme adéquat dans le paragraphe 7.2 et sur l'étiquetage du produit) plus ou moins plein se trouve dans cette aire, une palette de bidons vides d'un autre peroxyde et un seau contenant un petit flaconnage de peroxyde sont stockés dans la même rétention. Les peroxydes ont les deux propriétés inflammables et comburants. La matrice d'incompatibilité montre que les produits comburants et les produits inflammables sont incompatibles. L'exploitant a choisi de stocker les peroxydes avec les comburants qui sont en quantité moindre dans l'entrepôt contrairement aux produits inflammables où le risque serait donc plus important. Dans l'après-midi suivant l'inspection, l'exploitant a mis les peroxydes sous une rétention individuelle permettant d'isoler les peroxydes qui ont les deux propriétés. 
- aire liquide corrosif : une palette de produit dangereux pour le milieu aquatique est installée dans l'aire de produits liquides corrosifs. Les produits corrosifs et dangereux pour l'environnement sont compatibles sous certaines conditions. L'exploitant indique que les fûts de produits dangereux pour l'environnement sont très peu concentrés et donc compatible avec les produits corrosifs stockés dans cette même alvéole. La mise en demeure peut donc être levée, les prescriptions sont respectées.
Observations : Il est tout de même à noter que le jour de l'inspection 6 bidons de 30 kg de peroxydes Cyclonox étaient quasiment pleins. La FDS, transmise par l'exploitant, indique au chapitre « 7.2 – condition de stockage : Stocker à l'écart des autres matières – température Maximum de 25° ». La température est bien respectée le jour de l'inspection, mais la question se

pose pour le stockage de peroxyde en période estivale où la température dans l'atelier peut être élevée. L'exploitant ne possède aucune chambre tempérée sur site. L'inspection rappelle que les mesures de maîtrise des risques indiquées dans les fiches de données de sécurité sont prescriptives (article 37.5 du règlement REACH du 18 décembre 2006 modifié). Il convient que l'exploitant se positionne dans un délai de 2 mois sur l'acceptation de ce type de déchet dans ses installations.
Type de suites proposées : Sans suite.
Proposition de suites : Sans objet.

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 36
Thème(s) : Autre, Moyens de lutte contre l'incendie.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet.
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est pourvu d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conforme aux réglementations en vigueur. En particulier, il dispose au minimum des moyens suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un réseau d'eau incendie [...] - des dispositifs d'extinction automatique adaptés aux caractéristiques des produits stockés ; - d'extincteurs répartis judicieusement à l'intérieur des locaux ; - d'une réserve de sable meuble et sec avec pelles. <p>[...]</p>
<p>Constats : L'inspection fait état de moyens de lutte contre l'incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - local technique : présence d'extincteurs pour ABC / dioxyde de carbone, une réserve d'absorbant. Ce local abrite la pomperie (dernier rapport de contrôle vu cf. constat n°4) qui alimente le système de sprinklage (dernier rapport de contrôle date du 17/11/2022), les poteaux incendie présents sur le site (2 poteaux – dernier rapport de contrôle des débits du 24/08/2017 – 60 m3/h chacun) et les RIA. Ce local comporte une réserve d'émulseur de 2000 l et une réserve de fioul de 200 l ; - hall conditionné : présence de 2 RIA, des extincteurs judicieusement positionnés (vérifiés en décembre 2022), détecteurs de flammes UV, réserve de sable meuble et pelle ; - hall vrac : présence de 2 RIA, des extincteurs judicieusement positionnés (vérifiés en décembre 2022) dont 1 de 50 kg, détecteurs de fumée par caméra infrarouge, réserve de sable meuble et pelle.
Type de suites proposées : Sans suite.
Proposition de suites : Sans objet.

N° 3 : Confinement des eaux incendies du site

Référence réglementaire : Aucune – Etude de danger non prescriptive
Thème(s) : Autre, Isolement du réseau de collecte.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet.
<p>Prescription contrôlée : Dans son étude de danger, l'exploitant mentionne un besoin de rétention de 549 m³ qu'il porte à 570 m³ constitué par un bassin d'orage de 300 m³ non étanche, la rétention des deux halls vracs et conditionnés de 135 m³ soit 270 m³ (seuil de 30 cm).</p>
<p>Constats : Le bassin d'orage est en place, la vanne est en position normalement fermée, un volume d'eau est présent dans le fond du bassin. Néanmoins, l'EDD indique que le bassin d'orage n'est pas étanche. Sur site, l'inspection constate une végétalisation sur les bords du bassin. Le bassin d'orage ne semble pas donc totalement étanche. Il se pose donc la question d'une potentielle pollution des sols autour du bassin d'orage si celui-ci est utilisé pour le recueil des eaux incendies, eaux réputées polluées. Un bassin non étanche ne peut donc pas être retenu pour le confinement des eaux incendie. Il convient que l'exploitant justifie que ce bassin présente l'étanchéité requise ou effectue les travaux nécessaires pour le rendre étanche.</p> <p>Le seuil n'est pas de 30 cm comme définit dans l'étude de danger mais respectivement d'environ 10 cm pour le hall conditionné (hauteur du seuil sous le poteau de la porte d'entrée 5 mesurée avec une règle en plastique) et d'environ 17 cm pour le hall vrac (mesuré avec une règle en plastique et une barre métallique pour déterminer la hauteur du seuil).</p> <p>La capacité sur site n'est pas donc suffisante par rapport à celle requise dans l'étude de danger.</p> <p>Il convient que l'exploitant revoie son calcul de volume de rétention des eaux incendie réellement disponible et propose d'autres solutions pour compléter ce besoin. L'exploitant propose un échéancier de travaux.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite Préfectorale
Proposition de délais : 3 mois.

N° 4 : rejets eaux superficielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/05/1998, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, rejets en eaux superficielles.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet.
<p>Prescription contrôlée : AP du 4 mai 1998 article 20 « MEST – 35 mg/l – Hydrocarbures 10 mg/l »</p> <p>AM 17/12/2019 - Annexe 3 - X. Valeurs limites d'émissions et surveillance des émissions applicables à toutes les installations de traitement de déchets MES : 60 mg/l / DCO : 180 mg/l ou COT 60 mg/l / surveillance PFOA/PFOS si nécessaire => prescriptions applicables au 17 août 2022</p>
<p>Constats : Les analyses sont réalisées par Lavalsace qui gère le bassin d'orage et les rejets au réseau d'eaux pluviales de la zone industrielle.</p> <p>L'exploitant présente les analyses 2022 comprenant les paramètres MES/DCO/hydrocarbures. Elles ont été réalisées le 31/03/2022, 14/04/2022, 29/09/2022, 10/11/2022, 25/11/2022, 8/12/2022.</p> <p>Les résultats sont conformes à l'exception des prélèvements du 25/11/2012 qui dépassent légèrement les VLE : MES : 37 mg/l au lieu de 35.</p>

L'inspection demande à quelle date a été réalisée la dernière vidange du bassin, notamment précédant le 25/11/2022. L'exploitant n'a pas su répondre et indique qu'il se tournera vers Lavalsace pour obtenir une réponse à cette question.
Observations : L'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED prescrit en annexe 3.x la surveillance des rejets aqueux et prescrit également une surveillance des PFOA/PFOS. L'exploitant indique que ce suivi est réalisé, ainsi que sur d'autres sites similaires dans le groupe et que les résultats sur la première année constatent l'absence de ces paramètres. L'exploitant a demandé à ce que deux analyses annuelles soient faites sur ces paramètres. Il convient que l'exploitant se positionne sur la surveillance des PFOA/PFOS à l'issue de ces deux mesures.
Type de suites proposées : Sans suite.
Proposition de suites : Sans objet.

N° 6 : Quantité de déchet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 17/07/2014, article 5
Thème(s) : Situation administrative, Etat des stocks.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet.
Prescription contrôlée : « La quantité maximale de produits et déchets dangereux à éliminer présents sur le site est limitée à 345 tonnes. La quantité maximale de déchets non-dangereux à éliminer présents sur le site est limitée à 20 tonnes. »
Constats : L'exploitant établit un état des stocks quotidiennement le soir. La veille de l'inspection l'état des stocks était le suivant : - quantité de produits et déchets dangereux à éliminer présents sur le site était de 257,5 tonnes. - quantité de déchets non-dangereux à éliminer présents sur le site était de 7 tonnes. L'exploitant est conforme sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite.
Proposition de suites : Sans objet.

N° 7 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er
Thème(s) : Autre, registre déchets entrants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.
Constats : Le registre des déchets entrants contient toutes les informations requises. L'exploitant est conforme sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite.
Proposition de suites : Sans objet.

N° 8 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Autre, registre des déchets sortants.
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet.
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.
Constats : Le registre des déchets sortants contient toutes les informations requises. L'exploitant est conforme sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite.
Proposition de suites : Sans objet.